

**LANCEMENT DE PROGRAMMES RELATIFS A
LA PARTICIPATION DES COLLECTIVITES
TERRITORIALES A LA GESTION ET A LA
SORTIE DE LA CRISE**

- **Excellence Monsieur le Président du Haut Conseil des Collectivités,**
- **Monsieur le Ministre du Travail, de la Fonction Publique et des Relations avec les Institutions,**
- **Excellences Mesdames, Messieurs les représentants du Corps Diplomatique et Consulaire au Mali,**
- **Mesdames, Messieurs les Partenaires Techniques et Financiers, des Agences de Coopération et de Développement,**
- **Monsieur le Directeur Général de l'ANICT**
- **Monsieur le Directeur Général des Collectivités Territoriales,**

- **Monsieur le Commissaire au Développement Institutionnel,**
- **Messieurs les présidents des associations de pouvoirs locaux AMM, ACCM, ARM,**
- **Mesdames, messieurs les responsables des Directions, Services et Structures de l'Etat,**
- **Mesdames, messieurs les Maires,**
- **Mesdames, Messieurs les élus locaux,**
- **Chers invités, Mesdames, messieurs,**

C'est pour moi un réel plaisir d'accueillir dans les locaux de mon département cette cérémonie, certes symbolique, mais combien importante et pleine de significations pour les collectivités territoriales, les populations des régions de Tombouctou, Gao et Kidal et d'une partie de la région de Mopti

Tout d'abord, permettez-moi de féliciter les responsables des associations d'élus

locaux (Association des Municipalités du Mali, Association des Collectivités Cercles du Mali, Association des Régions du Mali), pour leur détermination, leur engagement et leur forte implication dans le processus de résolution de la crise sécuritaire qui sévit dans notre pays depuis maintenant une année.

Ils ont su, au-delà de toutes considérations, prendre plusieurs initiatives en vue de fédérer les efforts de leurs pairs élus locaux, avec ceux de l'administration et des partenaires techniques et financiers.

Parmi ces initiatives, celles qui ont particulièrement retenues notre attention, concernent, notamment :

- La chaîne de solidarité nationale, sous-régionale et internationale mise en place pour apporter appui et assistance aux collectivités des zones occupées, notamment à travers le projet « 200 collectivités du sud du pays soutiennent 200 collectivités du nord du pays » ;***

- **Les actions de lobbying et plaidoyer auprès des partenaires techniques et financiers pour la reprise de l'aide publique au développement et qui a amené certains partenaires à assouplir quelque peu leur position en accordant certaines faveurs importantes;**
- **L'organisation, en novembre 2012, d'un forum national sur le rôle et la place des collectivités territoriales et de la décentralisation dans la gestion et la sortie de la crise ;**
- **L'adoption, lors du Sommet Africités tenu à Dakar en décembre 2012, par l'assemblée générale de Cités et Gouvernements Unis Locaux d'Afrique, d'une déclaration de soutien de l'ensemble des collectivités et villes africaines au Gouvernement, aux collectivités et aux populations du Mali ;**

- **Pendant ce même sommet Africités, l'organisation d'une « Journée du Mali » qui a réuni les partenaires et amis de notre pays ;**
- **L'élaboration du projet d'actions d'urgence des collectivités territoriales pour l'instauration et la consolidation de la paix dans le nord du pays.**

C'est justement le lancement de ce projet, évènement heureux à plus d'un titre, qui nous réuni aujourd'hui.

Mesdames, Messieurs, chers invités

La démarche adoptée pour la mise en place d'un comité de suivi des résolutions et recommandations issues du forum de novembre 2012, avec à la clé, un plan d'actions et d'orientations, me paraît salubre et novatrice.

Elle sort des sentiers battus, parce qu'impliquant, non seulement des élus

locaux, mais aussi des personnalités de notre pays dont l'engagement et le patriotisme sont avérés.

Je voudrais, à cet égard, féliciter les membres du comité pour le choix porté sur eux.

Mesdames, Messieurs les membres du Comité de suivi, il me plaît d'attire votre attention sur l'importance et la délicatesse de la mission qui vous est confiée.

L'accomplissement correct de cette mission, j'en suis convaincu, tout en apportant un nouveau souffle au processus de décentralisation, contribuera efficacement à l'ancrage d'une paix durable, à la consolidation de l'unité, de la cohésion et de l'intégralité territoriale de notre pays.

Tout comme nous procédons aujourd'hui à la mise en place de ce comité, nous espérons qu'à court et moyen terme, une autre cérémonie nous réunira pour nous

présenter les résultats des différentes actions entreprises.

Je voudrais vous assurer de la totale disponibilité de mon département à vous accompagner et à vous assister dans cette mission.

Le projet « Actions d'urgence des collectivités territoriales pour l'instauration et la consolidation de la paix dans le nord du pays » est plus que d'actualité, car visant à relever les nombreux défis qui, aujourd'hui, se présentent à notre pays : ceux de la reconquête totale de notre territoire, la pacification, l'unité nationale, la cohésion sociale et de la réconciliation entre populations.

Les différentes activités ciblées dans ce projet sont toutes pertinentes et toutes sont absolument urgentes.

Au regard de la profondeur de la crise que connaît notre et de ses conséquences dramatiques sur les populations, les actions

Je voudrais à cet effet remercier ici, très chaleureusement, au nom du peuple et du Gouvernement du Mali, tous les partenaires engagés avec nous et les exhorter mettre diligemment à disposition, les moyens nécessaires en vue de réaliser les différentes activités.

Mesdames, Messieurs ;

L'ampleur des défis exige une mobilisation exceptionnelle, tant en ressources financières, matérielles, humaines que techniques de tous.

Nous avons traversé et continuons de traverser une période difficile et délicate de la vie de notre pays.

En effet, le Mali connaît une crise qui, avec son cortège de malheurs, a gravement affecté, pendant près d'un an, l'autorité de l'Etat et ébranlé le fondement même de la République.

Mesdames, Messieurs,

Il est désormais indispensable, dans la dynamique de la normalisation qui s'installe petit à petit grâce au soutien de nos amis, que tous les acteurs intervenant sur le terrain : élus locaux, partenaires techniques et financiers, organisations non gouvernementales, opérateurs de projets et programme ..., inscrivent leurs actions dans le cadre du renforcement et de la consolidation de l'autorité de l'Etat.

L'Etat doit rester la pièce centrale des différentes initiatives. Dans ce sens, le chef de la Délégation de l'Union Européenne au Mali, a rappelé, lors du forum sur la gestion de la crise de novembre 2012, que « pour parvenir à une bonne décentralisation, il faut un Etat fort ».

Cet aspect, a été pris en compte par le projet d'actions d'urgence pour la consolidation de la paix et de l'unité nationale.

Je souhaite de mon cœur plein succès à ce projet, au comité de suivi du plan d'action

et d'orientation des recommandations et résolutions du forum sur la gestion de la crise.

Je vous remercie de votre aimable attention.

